



VISITE D'ETAT DU PRESIDENT HU JINTAO EN FRANCE SIGNATURE D'UNE CONVENTION DE SUBVENTION DU FFEM

A l'occasion de la visite d'Etat du Président chinois en France du 4 au 6 novembre 2010, différents accords ont été scellés lors d'une cérémonie organisée le 5 novembre au MEDEF en présence de Madame Christine LAGARDE, Ministre française de l'Economie, de l'Industrie et de l'Emploi, et de Monsieur CHEN Deming, Ministre chinois du Commerce.

Une convention de subvention du Fonds Français pour l'Environnement Mondial (FFEM) d'un montant de 1 million d'euros, mobilisée par l'AFD, a été cosignée par M. ZHANG Zhiqin, Ministre Conseiller scientifique et technique de l'Ambassade de Chine en France, représentant le Ministère chinois des Sciences et Technologies, et par M. Marc Antoine MARTIN, Secrétaire général du FFEM.

L'objectif est la promotion de la finance carbone dans le secteur rural en Chine, répliquable dans d'autres pays en développement. Ce projet s'inscrit dans la mise en œuvre de la Déclaration conjointe sur le changement climatique, signée par les présidents Nicolas Sarkozy et Hu Jintao à Pékin en novembre 2007.

Le projet vise concrètement à accompagner quatre opérations pilotes de reforestation (bambou), de biogaz familiaux et d'agriculture de conservation dans les provinces du Sichuan et du Yunnan. Les coûts d'investissement de ces opérations sont financés par l'AFD. L'appui du FFEM porte sur les outils et les méthodologies qui permettront à ces opérations d'être éligibles à la finance carbone. Il s'agit par exemple d'élaborer une méthodologie « bambou » qui sera validé par le Protocole de Kyoto et le Panda Standard, nouveau standard carbone volontaire développé par la Chine.

Ces outils et méthodes seront ensuite diffusés en Chine et dans le Monde (Afrique). Les partenaires principaux du projet sont le Ministère chinois des Sciences et Technologies et son Centre Agenda 21, l'ACCA21 ainsi que les centres MDP provinciaux du Sichuan et Yunnan. Une assistance technique internationale sera mobilisée dont les organismes français Carbonium (bureau d'études) et Initiative Développement (ONG).



L'accès du secteur rural à la finance carbone est une priorité du Protocole de Kyoto, de la France et de la Chine.

Les enjeux sont environnementaux (lutte contre le changement climatique) mais aussi sociaux car les projets en milieu rural s'accompagnent de bénéfices importants pour les populations.

Les enjeux sont également internationaux car la mise au point de méthodologies éprouvées dans le secteur rural devrait permettre à d'autres pays (Afrique notamment) de mobiliser la finance carbone, dont ils sont à l'écart pour l'instant.





Le FFEM en Chine

Le FFEM est un fonds public bilatéral créé en 1994 par le Gouvernement français à la suite du Sommet de Rio. Il a pour objectif de favoriser la protection de l'environnement mondial dans les pays du Sud. Il vise à inciter ces pays à adopter et mettre en oeuvre des stratégies, des programmes et des projets concernant les changements climatiques, la biodiversité, les eaux internationales, la désertification, les polluants organiques persistants, la couche d'ozone, tout en les accompagnant dans leur processus de développement économique et social. Le Fonds apporte un financement minoritaire en subvention à des projets de développement cofinancés avec d'autres ressources locales ou extérieures. Sa gouvernance est assurée par un Comité de pilotage interministériel (MEIE, MAEE, MEEDDM, MESR) et l'AFD qui en assure également sa gestion rigoureuse. Les ressources financières du FFEM sont reconstituées tous les 4 ans.

Le FFEM intervient en Chine depuis 1999 dans le domaine de la lutte contre les changements climatiques. Le Fonds a soutenu de 1999 à 2010 deux projets consécutifs dans le domaine de l'efficacité énergétique et de développement durable dans la construction (6M€) en collaboration avec le MEEDDM et l'AFD. Le Fonds a soutenu de 2007 à 2009 un programme de renforcement de capacité et d'appui au montage de projets MDP dans quatre provinces du sud-ouest de la Chine en collaboration avec l'AFD (0,75 M€). Le Fonds soutient par ailleurs depuis 2009 un programme de financement des projets d'efficacité énergétique et d'énergies renouvelables en Chine en collaboration avec l'AFD (0,6 M€).

Avec ce projet, le montant total des interventions du FFEM en Chine s'élève à 8,2 M€.

L'AFD en Chine

Institution publique financière, l'Agence Française de Développement (AFD) agit, depuis plus de 60 ans et dans plus de 60 pays, pour combattre la pauvreté et préserver les biens publics mondiaux.

L'AFD intervient en Chine depuis 2004 dans le cadre d'un mandat de lutte contre le changement climatique. L'intervention de l'AFD en Chine se décline ainsi selon deux objectifs reflétant les préoccupations stratégiques de la France en Chine:

- Découpler croissance économique et émissions de gaz à effet de serre,
- Nourrir les accords bilatéraux par des partenariats franco-chinois.

Au-delà des économies d'émissions de gaz à effet de serre induites par les projets financés par l'AFD, le but est d'accompagner les politiques publiques chinoises vers des modes de développement plus sobres en carbone.

A la fin 2010, le cumul des engagements nets de l'AFD en Chine devrait s'élever à près de 820 millions d'Euros pour 15 projets, répartis dans les secteurs suivants : efficacité énergétique, énergies renouvelables, développement urbain et rural.

